

crise de la gestion et gestion de la crise



La crise économique et la récession que connaissent les pays capitalistes depuis 1974, ont frappé plus vivement la sidérurgie mondiale. Il ne s'agit pas d'une coïncidence. Cette branche, située en amont de la production, subit brutalement tous les à-coups. Après une phase de pleine expansion, elle connaît une chute importante. La concurrence sévit. Mais le patronat se sert de cette crise au mieux de ses intérêts...

La production et la première transformation de l'acier sont des activités situées en amont des autres industries, loin de la réalisation finale. Elles exigent un équipement lourd, spécialisé, non substituable : on ne fabrique pas des poutrelles avec un laminoir à larges bandes ou un train à fil ; toutes les variétés d'acier ne peuvent être produites par toutes les aciéries. Immobilisation de capitaux et de matériel, deux caractéristiques qui rendent la sidérurgie très sensible aux fluctuations générales de l'économie capitaliste, à celles, plus spécifiques, de certaines activités (automobile, bâtiment, équipement, construction) avec toutes les conséquences classiques : stockage, puis déstockage, spéculation sur la hausse ou la baisse des prix, défaut d'information et manque de planification du processus productif.

l'imprévoyance

L'industrie sidérurgique est une branche cyclique même en période de croissance régulière et élevée. En France, depuis 1945, ces cycles se reproduisent, en général, tous les quatre ans. Que peut-il en être en période de récession ? On doit s'attendre alors à des phases de croissance brutale, suivies d'autres marquées par la chute des prix, le chômage partiel, les licenciements, la mise au rebut et le gaspillage d'équipements. C'est ce fléau que connaissent les travailleurs de la sidérurgie française aujourd'hui, tribut payé à la régulation capitaliste et la concurrence.

Les capitalistes n'avaient pas prévu la récession mondiale,

accentuée par les politiques déflationnistes de leurs gouvernements. Les patrons européens annonçaient même une insuffisance de capacité de production en 1980 et avaient mis en route les investissements correspondants. Programmés des années à l'avance, ils entraînent aujourd'hui une surcapacité générale d'autant plus forte que la récession a suivi une phase d'expansion intense, de hausse considérable du prix de l'acier, de spéculation, de stockage en 1974. Mais on surestimait la croissance de la consommation. Ainsi en France, le 6^e Plan prévoyait 5,3 % de croissance par an de 1969 à 1974, au lieu des 3,8% réellement réalisés. L'usine Solmer à Fos est un des fleurons de ce manque de prévoyance. Dans la boue, l'insécurité, le productivisme et la mort, il fallait la construire le plus rapidement possible.

A cette surcapacité européenne s'ajoute la nouvelle concurrence des pays du tiers-monde, jusqu'ici clients traditionnels. Au Moyen-Orient, la production sidérurgique actuelle (1,5 million de tonnes) devrait dépasser d'ici quelques années la consommation locale (10 millions de tonnes). L'Iran produira 15 millions de tonnes dans cinq à dix ans. En Espagne, au Brésil, des aciéries fonctionnent déjà.

merci la crise !

Chaque groupe capitaliste, chaque classe dirigeante bourgeoise, s'efforce de repasser l'addition aux travailleurs de la branche : productivisme, conditions de travail aggravées, blocage des salaires, chômage

conjuncturel, licenciements, répression antisyndicale, abandon de régions entières, appel et utilisation des fonds publics pour financer les nouvelles installations et infrastructures, voilà le prix à payer pour la compétition capitaliste.

Les patrons s'efforcent de limiter les risques pour eux-mêmes. Limiter la concurrence en se regroupant devient le premier objectif. Ainsi le cartel « Denelux », qui réorganisait les sidérurgies allemandes, néerlandaise, belge et luxembourgeoise, a été récemment remplacé par Eurofer, en s'associant les Français, les Italiens et les Britanniques. Dans cette instance les patrons se concertent pour empêcher qu'une concurrence trop dure ne conduise à une baisse durable des prix.

La Communauté économique européenne (CEE), elle-même, a été invitée à mettre en place un plan anticrise fixant des quotas contractuels de production par grand groupe et peut-être bientôt des prix planchers. S'il y a guerre entre les patrons, il y a en même temps entente lorsque leur intérêt collectif est menacé. L'internationale des trusts fonctionne...

« Résultats en perte de vitesse », « crise structurelle » : les patrons se lamentent. Mais dans le même temps, ils utilisent la crise au mieux de leurs intérêts. C'est l'occasion, pour eux, de laisser tomber tout ce qui rapporte peu : on restructure; l'occasion aussi de racheter à bas prix des entreprises intéressantes, mais en difficulté en matière de crédit : la concentration financière consolide les empires.

Ainsi en France, la Compagnie lorraine industrielle et financière (CLIF), créée par le trust De

Wendel, crie famine pour ses activités sidérurgiques; elle a tout de même réussi, depuis le début de la crise, à prendre le contrôle de Creusot-Loire (conjointement avec le groupe belge du baron Empain). Grâce à cette opération, elle tient une bonne part du marché des aciers spéciaux, des usines « clés en mains », du secteur nucléaire. Entrée dans la crise en pleine déconfiture, après des années d'échec (le dernier en date fut l'obligation de faire appel à Usinor pour pouvoir achever la construction de la Solmer), la société de la famille De Wendel est de nouveau puissante, organisée, autonome : Merci la crise !

De telles opérations montrent bien qu'il ne faut pas confondre les difficultés productives d'une branche, la sidérurgie, et celles du capital qui y est engagé. Il y a, sur ce sujet, un double discours patronal. Ainsi au moment où, fin 1975, Sacilor (De Wendel) mettait les ouvriers lorrains en chômage partiel, faute de com-

mandes, sa filiale Nozal (Comptoir des ventes) avait les stocks les plus bas jamais enregistrés !

la concurrence japonaise

Les pays de la CEE ont toujours été les plus gros exportateurs d'acier en Europe et hors de l'Europe. Dans ces derniers pays, ils sont progressivement supplantés par le Japon. Quelques chiffres de production le démontrent. Début des années 50, CEE : 50 millions de tonnes ; Japon : 5 millions. En 1974, CEE : 150 millions de tonnes; Japon: 120 millions. Les exportations suivent une courbe encore plus ascendante: 1975, Japon: 53%; CEE: 47%; 1976, Japon: 69%; CEE: 31 %.

L'origine de ce phénomène, c'est bien sûr le taux de croissance extraordinairement élevé de la sidérurgie japonaise où les salaires sont plus bas qu'en Europe, tandis que les formes de contrat salarial (emploi garanti à

vie dans le trust) entraînent les entreprises à chercher la vente par tous les moyens avant de licencier. La sidérurgie européenne dans son ensemble a perdu des marchés internationaux au profit de cet adversaire de taille. En France, par exemple, les exportations en tonnage ont diminué de moitié de 1975 à 1976.

Alors que, jusqu'à présent, le CEE dirigeait la formation des prix de l'acier et les conditions de vente au niveau mondial, ce sont maintenant le Japon et les nouveaux venus qui les déterminent. Le nivellement se faisait par le haut, il va se faire par le bas. En France, où un tiers de la production est exportée, les conséquences sont lourdes. Pour résister à ces concurrents, dotés de matériels neufs et hautement productifs, le patronat n'hésite pas : il pèse sur les salaires, augmente le taux de productivité. Les grandes manœuvres amorcées en Lorraine en sont l'illustration. ■



Photo Horace